

Des voix: Bravo!

M. Halliday: Étant donné que ce changement touche environ 25,000 personnes âgées qui perdront en tout ou en partie leur supplément de revenu garanti, madame le ministre voudra-t-elle dire à la Chambre si elle est intervenue auprès du ministre des Finances en vue de protéger le revenu de ces pensionnés? Pourquoi n'a-t-elle pas réussi à le convaincre?

Une voix: C'est un sans-cœur.

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, si les députés de l'opposition cessaient de crier, je pourrais répondre à la question du député. Au risque de défendre une position impopulaire, je dois rappeler au député que les personnes âgées qui touchent des revenus de différentes sources, par exemple une indemnité pour invalidité, doivent les déclarer. Je me demande bien pourquoi le député veut opposer un groupe qui touche des prestations d'invalidité à un autre groupe qui touche des prestations semblables. Le chef du député ne pourra à la fois réduire le déficit et se montrer généreux à l'égard des contribuables. Le député devrait me fournir la liste des déductions qu'il souhaite voir accorder aux personnes âgées.

M. Mazankowski: Et votre chef?

M. Hnatyshyn: Voyez John Turner.

* * *

L'ÉCONOMIE

LA BALANCE DES PAIEMENTS—LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS AU CANADA

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre, le dernier candidat en lice dans la course à la direction du parti libéral. Statistique Canada signale, à la page 130 de sa publication *Balance des paiements internationaux: quatrième trimestre de 1983*, qu'entre 1971 et 1983, les investissements directs au Canada par des étrangers sont passés de 925 millions en 1971 à 200 millions de dollars en 1983. Au cours de la même période, les investissements directs par des Canadiens à l'étranger sont passés de 230 millions en 1971 à 2,575 milliards de dollars en 1983. Le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre ce que lui et son gouvernement entendent faire pour redresser cette désastreuse tendance qui a coûté aux Canadiens des centaines de milliers d'emplois en douze ans?

● (1450)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, le député tient pour acquis que seuls les fonds investis directement par des étrangers vont créer des emplois au Canada. Cette hypothèse et cette estimation sont nettement ridicules. Les investissements des Canadiens créent des emplois au Canada. Les prêts que consentent les étrangers au Canada, aux sociétés canadiennes, créent également des emplois. Les

Questions orales

données sur les investissements directs, toutes proportions gardées, ne donnent pas une idée juste de la réalité. Les investissements faits au Canada au cours des dix dernières années ont augmenté de cinq à six fois, en valeur absolue, et atteignent actuellement 72 milliards de dollars, soit trois fois plus qu'il y a dix ans. Peut-être le député voudra-t-il étudier un peu plus sérieusement la question. Nous en avons le temps. Je ne me suis pas encore porté candidat. J'ai encore quelques heures pour me décider.

M. Hees: La dernière phrase est la meilleure nouvelle qu'ait eue le pays depuis pas mal longtemps.

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE—LA DIMINUTION DE LA DOMINATION ÉTRANGÈRE

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Ne convient-il pas que les fonds investis directement par des Canadiens ou des étrangers ont une grande incidence sur le nombre d'emplois créés pour les Canadiens dans notre pays et que si ces chiffres avaient été inversés—c'est-à-dire si les investissements directs par les Canadiens avaient augmenté au même rythme qu'à l'étranger, et si les fonds investis directement au Canada par des étrangers avaient augmenté au lieu de diminuer dans notre pays—nous aurions eu des centaines de milliers d'emplois de plus? S'il ne comprend pas ce principe, je me ferai un plaisir de lui faire parvenir les données que j'ai sous la main et de les lui expliquer, parce qu'il comprend vite à condition de lui expliquer longtemps.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai effectivement l'esprit assez lent quand il s'agit de comprendre les idées rétrogrades du député.

M. Hees: Essayez donc de comprendre.

M. Trudeau: Il semble croire qu'il est mauvais que la domination étrangère de l'économie canadienne ait diminué. C'est un objectif que le gouvernement s'est efforcé d'atteindre, et nous en sommes fiers.

M. Hees: Ce n'est pas ce que je veux dire.

M. Trudeau: J'ai les données sous les yeux. De 1970 à 1980, la mainmise étrangère sur l'exploitation minière et le secteur pétrolier et gazier est passée de 60 à 45 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Hees: C'est parce que les étrangers ont cessé d'investir au Canada. C'est ce que je viens de vous dire.

M. Trudeau: Je sais. Le député ne fait que répéter en criant sa propre question.

M. Hees: C'est la seule façon de se faire entendre de vous!

M. Trudeau: S'il me pose une question, je suppose que c'est pour obtenir une réponse.

M. Hees: J'essaie d'obtenir une réponse.